Cahiers français
Comprendre la société, éclairer le débat public

En débat

Quel avenir pour la mondialisation ?

+ Les politiques de l'emploi
+ Le recul du trait de côte
+ Comment lutter contre la radicalisation ?

Vers un recul de la mondialisation ?

• Histoire d'un modèle • Protectionnisme et relocalisations
• Quelle alternative ?



Janvier-février 2026 I 449

La Documentation française

Sommaire

5 Politiques publiques

Les politiques de l'emploi : entre réformes et crises
Christine Erhel

15 Dossier

Vers un recul de la mondialisation ?

16/ **Triomphe et reflux de la mondialisation**
Nicolas Balaresque

26/ **Protectionnisme : le retour des frontières économiques**
Pauline Wibaux

34/ **Relocalisations : quelles avancées, quels obstacles ?**
Anaïs Voy-Gillis

44/ **Vers la démondialisation de l'Internet**
Bernard Benhamou

54/ **La mondialisation face à l'urgence écologique**
Marie-Françoise Calmette

66/ **Que reste-t-il de la mondialisation ?**
Romain Lecler

76/ **L'avenir de la mondialisation en question**
Laurent Carroué
Cynthia Ghorra-Gobin

88/ Les plus de la rédaction

88/ *Ce qu'il faut retenir*
89/ *Les mots du dossier*
90/ *Les chiffres clés*
91/ *Les dates clés*
92/ *Le dossier en dessins*
93/ *Pour en savoir plus*

95 En débat

Comment lutter contre la radicalisation ?
Étienne Apaire
Mélodie Jamet

109 Le point sur

Le recul du trait de côte
Simon Vidal

115 C'était en... janvier 1946

La création du Commissariat général au Plan
Clément Beaune

→ Retrouvez l'univers *Cahiers français* sur **www.vie-publique.fr/cahiers-francais**
→ **Les fiches** au format mobile

© CREATIVESEVEN/STOCK.ADOBE.COM

Triomphe et reflux de la mondialisation

Nicolas Balaresque
Professeur agrégé d'histoire, enseignant en géopolitique au lycée Henri-IV à Paris

Le renouveau contemporain de la mondialisation depuis la fin du XXe siècle est déjà marqué par différentes phases ; l'accélération sans précédent du phénomène a laissé place, depuis la fin des années 2000, à un ralentissement net de certaines de ses composantes.

Le terme de mondialisation n'est apparu que tardivement en français[1], comme celui de *globalization* en anglais, pour décrire l'expansion à une échelle globale des logiques de marché, dans une perspective financière et économique. À partir de la seconde moitié des années 1980, il se répand massivement dans une acception élargie[2], incluant les pratiques culturelles et les mentalités rendant compte par-là de l'extension de la société de consommation à des domaines toujours plus larges.

Un processus réactivé depuis le dernier quart du XXe siècle

Les précédentes phases historiques

La circulation des biens à des échelles internationales constitue un premier stade de mondialisation, dont on peut trouver des traces dès l'Antiquité. L'appropriation du monde par les Européens à partir du XVe siècle marque une étape plus poussée, différents territoires non contigus étant alors connectés par des liens d'interdépendance. La phase mercantiliste qui s'ensuit se caractérise par une convergence des logiques économiques et politiques, le contrôle des routes commerciales et des espaces de production devenant l'objet d'une rivalité sans cesse entretenue entre les principales puissances. Dans la seconde partie du XVIIIe siècle s'affirme en revanche l'hypothèse libérale, qui fait avec optimisme de la liberté du commerce la richesse des nations. Karl Polanyi voit en conséquence dans la mondialisation du XIXe siècle le résultat de l'accaparement par le marché de pans toujours plus larges des activités humaines[3] : la terre, la monnaie, le travail sont mis en concurrence dans des marchés spécifiques, alors que la poussée démographique de l'Europe, les progrès des transports et de l'armement rendent possible un contrôle de la production à l'échelle mondiale par le capitalisme occidental.

Pour autant le processus se heurte aux rivalités nationales et aux tensions internes qu'il provoque : à rebours des idéaux du libre-échange, le protectionnisme se déploie à l'occasion de la grande stagnation économique de la fin du siècle (1873-1896), tandis que les sociétés se



Ce navire *nanban*, construit au XVIe siècle, était utilisé par les Européens pour commercer avec le Japon.
Public domain

ferment aux dynamiques migratoires. La Première Guerre mondiale et surtout la période qui lui succède marquent une suspension nette de cette phase décisive de la mondialisation, notamment après la crise de 1929. Si la production mondiale a progressé en volume de plus de 80 % de 1913 à 1938, le commerce transfrontalier n'a crû alors que de 14 %.

Une réponse à la crise du régime de croissance des Trente Glorieuses

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale se construit au sein du bloc occidental un système économique en rupture avec les politiques non coopératives des années 1930, accusées d'avoir enfanté le conflit. Le système monétaire international défini à Bretton Woods en 1944 instaure un système de change fixe, tandis que le commerce est libéralisé par les accords du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en 1947. Les investissements et les dépenses sociales de l'État assurent une croissance vigoureuse aux pays occidentaux. Au début des années 1970 cependant, les États-Unis choisissent de mettre fin au système monétaire [4] pour jouer sur la valeur du dollar, initiant par là une nouvelle direction à la mondialisation, nourrie

Zoom

La première mondialisation (1870-1914)

Dans la seconde partie du XIXe siècle, les progrès de l'industrialisation exigent sans cesse de nouveaux débouchés, tandis que l'impérialisme renaissant de la seconde partie du XIXe siècle soumet 75 millions de kilomètres carrés à la domination d'une poignée d'États occidentaux. Une domination indirecte place aussi sous influence les anciens empires chinois, ottoman, éthiopien, siamois ou encore l'ensemble de l'Amérique latine. Par les prêts consentis à ces pays, les puissances occidentales les font déjà entrer dans une logique d'endettement qui permet de les contrôler. Londres impose ainsi à l'Égypte de se spécialiser dans le coton au profit des filatures de Manchester, mais au détriment de sa production vivrière (elle passe d'exportatrice nette de denrées alimentaires à importatrice).

Il s'agit ici, pour la politologue Suzanne Berger, d'une «première mondialisation» qui se caractérise par des flux commerciaux, financiers et humains[1]. S'il n'existe pas de système monétaire *de jure*, les principales grandes puissances se sont converties à l'étalon-or, ce qui facilite les échanges par la stabilité *de facto* des devises et l'élimination des risques de change, tout en participant à un début de convergence des prix. L'écart moyen des prix du blé entre les Bourses de Chicago et de Londres passe ainsi de 57% sur un an en 1870, à 15% seulement en 1913. Les matières premières agricoles et le reste des produits primaires constituent alors l'essentiel du commerce international, une différence radicale avec la mondialisation contemporaine, dans laquelle ils s'effacent (un tiers des échanges) derrière les produits manufacturés. Les marchés des capitaux sont bien moins intégrés qu'un siècle plus tard, mais ils jouent un rôle décisif dans la puissance des émetteurs européens, qui dominent ce secteur : l'ensemble des placements britanniques, allemands et français représente les trois quarts du total des capitaux placés à l'étranger. Pour le Royaume-Uni, leurs revenus tirés de ces investissements étrangers en 1913 dépassent ceux de la métallurgie, pourtant secteur roi de l'industrie. Comme en France, ces revenus placés à l'étranger rapportent par ailleurs largement plus que les importations de matières premières ne coûtent. Au Royaume-Uni, ils expliquent un niveau de vie supérieur de près d'un tiers à celui du continent, malgré le recul industriel et les déficits commerciaux. Une autre différence avec notre mondialisation, dans laquelle la puissance financière dominante, les États-Unis, ne couvre plus par ses placements extérieurs ses gigantesques déficits.

Cette mondialisation du début du XXe siècle s'appuie sur la croissance fulgurante de la population mondiale, qu'elle redistribue davantage qu'aujourd'hui, puisqu'en 1914, 5% de celle-ci sont installés à l'étranger, contre 3,7% au milieu des années 2020 (un pourcentage en augmentation cependant par rapport au début du XXIe siècle).

Enfin, loin d'étendre la prospérité à l'échelle globale, cette phase voit culminer la domination européenne, avant, il est vrai, une phase de recul initiée par la Première Guerre mondiale. En 1913, le Vieux Continent, un quart de la population, produit 42% du PIB mondial, contrôle près de 85% des flottes de commerce et pèse 47% du commerce international.

Nicolas Balaresque

Notes

[1] Suzanne Berger, *Notre Première Mondialisation : leçons d'un échec oublié*, Seuil, Paris, 2003.

désormais de politiques monétaires et fiscales accommodantes qui viennent prendre le relais de gains de productivité déclinants[5]. La forte croissance des Trente Glorieuses, pour les pays développés, avait généré des tensions inflationnistes, susceptibles selon les théoriciens néolibéraux (Milton Friedman) de saper les racines mêmes du capitalisme. Un double mouvement se déploie en conséquence à partir des années 1980 pour juguler la hausse des prix : le désengagement de l'État et l'ouverture des frontières économiques, afin de gagner de nouveaux marchés et surtout produire à moindre coût.

La chute du communisme, ou son travestissement chinois en « économie socialiste de marché », ouvre à la fin du siècle l'ensemble du globe au triomphe de cette vision néolibérale du capitalisme, dans laquelle le marché s'autorégule et les baisses d'impôts se nourrissent elles-mêmes. Les instances internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, GATT puis Organisation mondiale du commerce [OMC], à partir de 1995) mettent en place une dérégulation harmonisée tandis que la révolution numérique qui s'affirme dans les années 1990 permet d'accélérer l'intégration mondiale des flux de toutes natures. Pour les économistes néo-institutionnalistes, « le monde global devient celui d'un seul et unique modèle économique[6] ».

Des conséquences globales

Les firmes multinationales qui s'étaient développées durant les Trente Glorieuses en implantant des filiales dans les nouveaux marchés changent de stratégie en profitant de la baisse des coûts du transport, de la diminution des droits de douane et des nouvelles possibilités de financement qu'offrent les mutations du capitalisme actionnarial (à partir des années 1980, les valeurs boursières s'envolent). Elles deviennent transnationales puisqu'elles opèrent désormais sur un marché global, avec des sites de production dispersés dans le monde, dans la recherche de la baisse optimale des coûts de transaction permise par la mise en concurrence des différents territoires industriels.



Mountain View, Californie, 2003. Larry Page et Sergey Brin, cofondateurs de Google, photographiés dans la salle des serveurs du siège social de l'entreprise, fondée en 1998. La naissance du moteur de recherche marque un tournant dans la révolution numérique de la fin du XXe siècle, préfigurant l'essor hégémonique des GAFAM que l'on connaît aujourd'hui.
© Kim KULISH/REA

Cette logique a été saisie comme une opportunité de développement par la Chine postmaoïste, notamment à partir de son entrée dans l'OMC en 2001. Derrière elle se détache un monde émergent qui s'insère dans les chaînes de valeur globales en captant des pans entiers de la production industrielle, devenue trop coûteuse dans les pays développés, mais aussi en bénéficiant, un temps, de l'envolée des cours des matières premières (2004-2014).

La ligne classique Nord-Sud semble ainsi brouillée, la puissance s'identifiant de plus en plus à la croissance économique, dans un monde qui serait hiérarchisé, comme l'a théorisé Edward Luttwak[7], par la géo-économie à rebours du primat géopolitique de la Guerre Froide. La mondialisation de la fin du XXe siècle consacrerait ainsi une sortie des affrontements idéologiques pour ouvrir une ère de confrontation économique dans laquelle la maîtrise des marchés et la capacité d'innovation seraient les attributs d'une puissance renouvelée.

Ralentissement, plateau ou marche arrière ?

Les rythmes du commerce international

Dans une première phase de la globalisation contemporaine, la croissance du commerce

international était quasiment deux fois plus vigoureuse que celle du PIB mondial (environ 7 % par an entre 1987 et 2007 pour la première, contre un peu moins de 4 %, pour la seconde). Mais ce commerce mondial se contracte en 2009 (-8 %), sous l'effet de la crise financière de 2008, et depuis 2012 sa progression est inférieure à celle de la richesse produite par le monde. Avant même la pandémie de Covid-19, le commerce s'était fortement replié en 2019 (-4 %) ; il subit depuis les chocs conjoncturels de l'élargissement de la guerre en Ukraine (2022) puis de la réélection de Donald Trump (2024). En 2023, les échanges reculaient ainsi de 1,2 %, contre une hausse de 2,6 % pour le PIB mondial, avant un rebond en 2024 (3,3 %) tiré par la hausse des flux de services (plus de 7 %[8]).

> *« Les gains de l'ouverture commerciale n'ont pas été à la hauteur des attentes des pays développés »*

Dans cette perspective, les guerres commerciales débutées par les États-Unis de Donald Trump sont davantage un symptôme que l'explication des désordres commerciaux. Les gains de l'ouverture commerciale n'ont pas été à la hauteur des attentes des pays développés, les traités marchands régionaux notamment ne semblent plus offrir de garanties satisfaisantes face à la mondialisation : l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), signé en 1994, a probablement détruit plus d'emplois aux États-Unis qu'il n'en a créés. Aucun des traités gigarégionaux de nouvelle génération selon l'expression de Jacques Adda qui devaient redynamiser le commerce n'a été ratifié (ainsi du TTIP [Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement], supposé favoriser les investissements transatlantiques en établissant des normes convergentes). À un commerce régi par des règles universelles succède une infinité d'accords bilatéraux peu compatibles entre eux[9].

Depuis 2008, la finance internationale se régionalise

Avant même son impact sur le commerce, la crise de 2008 a surtout marqué un coup d'arrêt dans la logique d'expansion tous azimuts de la finance internationale. D'un côté les législateurs ont été poussés à durcir les règles prudentielles. Mais depuis les années de la dérégulation reaganienne l'économie est devenue tellement dépendante des flux d'argent gratuit, ou presque, que le secteur financier a souvent obtenu un desserrement des contraintes, notamment aux États-Unis, déjà sous le premier mandat de Donald Trump. Cependant, ces mêmes acteurs privilégient surtout désormais les logiques régionales : en France par exemple, la part de la dette publique détenue par des non-résidents a chuté de 70 % en 2010 à 53 % en 2025. Dans le même temps elle baissait aux États-Unis de 50 % à 20 %. La chute d'environ un tiers des prêts et dépôts interbancaires internationaux entre 2008 et 2019, la division par trois des échanges de produits dérivés[10] entre les mêmes dates sont autant d'indicateurs d'un mouvement de repli de la mondialisation financière. Le poids des investissements directs à l'étranger (IDE) a lui aussi sensiblement diminué, de 5,7 % du PIB mondial en 2007 à 1,3 % en 2024[11].

L'architecture même de la planète financière est remise en question en 2025 par l'affaiblissement du rôle du dollar, soumis aux perspectives d'envolée du déficit budgétaire américain, au découplage possible des économies en réponse aux guerres commerciales et au développement anarchique des

Zoom

Les États-Unis ont-ils dynamité la mondialisation ?

Si la mondialisation a passé pour une américanisation du monde, les États-Unis ne l'ont considérée favorablement que tant qu'elle favorisait leur hégémonie. Dès 1971 le président Nixon mettait fin au système monétaire international que Washington avait pourtant imaginé. L'OMC, qui succède à partir de 1995 au GATT, a très vite été bloquée par leurs initiatives. Avec l'arrivée au pouvoir en 2017 de Donald Trump, toutes les dimensions du multilatéralisme sont remises en question. Une guerre commerciale est lancée d'abord contre la Chine (2018), avant d'être systématisée en 2025 à l'ensemble des partenaires. L'Inde s'est vu par exemple imposer des droits de 25%, puis de 50%. La synthèse paradoxale entre repli et impérialisme de la première puissance mondiale ouvre une ère d'incertitudes et d'affrontements.

Nicolas Balaresque

cryptomonnaies. Les taux d'intérêt exigés par les prêteurs au Trésor américain ne cessent de grimper depuis la seconde élection de Donald Trump, signe d'une défiance nouvelle vis-à-vis de la monnaie pivot depuis quatre-vingts ans.

Le cours désormais contradictoire de la globalisation

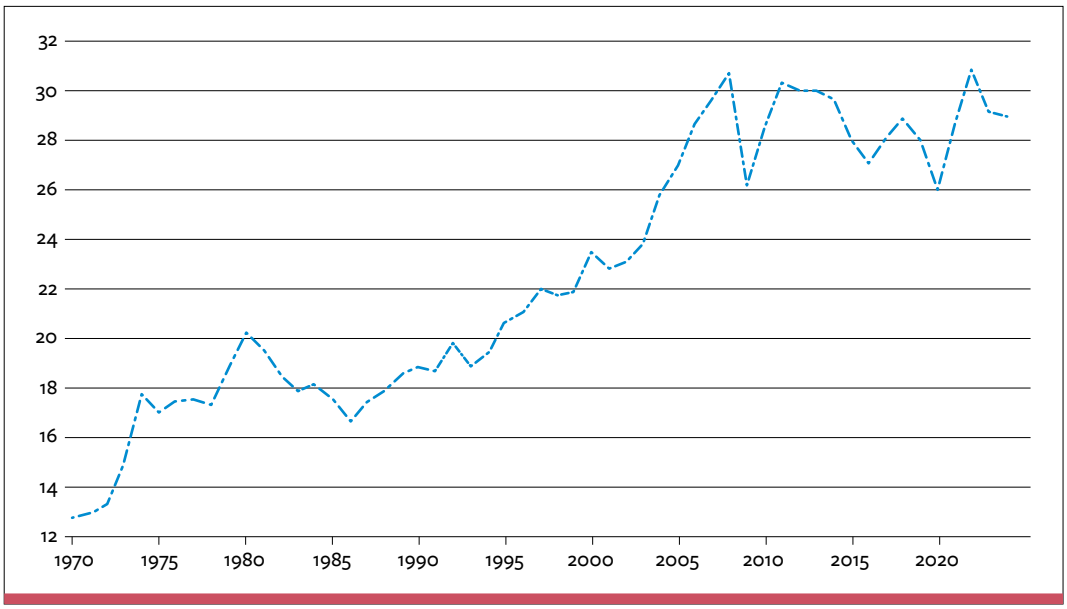
Le cours de la mondialisation apparaît désormais moins linéaire, après les grandes phases dessinées par l'économiste Karl Polanyi (rôle croissant de l'État) ou annoncées à la fin des années 1980 par le politologue Francis Fukuyama[12] (extension universelle du libre-échange) ; les évolutions actuelles sont contradictoires et peu coordonnées. À la dynamique libérale d'une concurrence mondialisée se superposent un capitalisme d'État (comme en Chine) et le retour de tendances monopolistiques ou oligopolistique dans des secteurs tels que le numérique ou les matières premières.

Les entreprises, d'abord, revoient leurs logiques de déploiement. L'extension des chaînes de valeur semble avoir atteint ses



Shenzhen, octobre 2002. Des machinistes cousent des jouets dans une usine du sud de la Chine en plein essor économique.
© PETER PARKS/AFP

▼ **Depuis 2008, la part du commerce dans le PIB mondial a cessé de progresser**
Exportations de biens et de services (en pourcentage du PIB)



Source : Banque mondiale, OCDE.

limites. Plus les chaînes d'approvisionnement sont longues, plus elles exigent le maintien de stocks intermédiaires (pour ne pas interrompre la production), d'opérations de dédouanement entre les différents pays, de risques de change et d'inertie. La robotisation relativise par ailleurs l'avantage salarial dans bien des processus de production. Les incertitudes géopolitiques rappellent enfin la vulnérabilité des grandes liaisons internationales ; le trafic du canal de Suez s'est ainsi effondré depuis 2024 à la suite des attaques des rebelles yéménites houthis en mer Rouge.

L'évolution du contenu des exportations chinoises illustre bien ce repli : au milieu des années 1990, elles reposaient sur des produits composés à 60 % de pièces importées et assemblées en Chine. Ce pourcentage ne dépasse plus aujourd'hui les 35 % La remise en cause du multilatéralisme, enfin, ouvre la porte à une repolitisation des relations commerciales et des échanges économiques. La Chine a été soupçonnée d'utiliser sa montée en puissance économique pour bâtir une hégémonie politique, à travers par exemple ses investissements portuaires ou ses gigantesques subventions industrielles. Les États-Unis de Donald Trump assument une politique bien plus mercantiliste que libérale, qui fait du commerce une arme au service de leur domination (les droits de douane punitifs adressés au Brésil par exemple visent explicitement à ce que la justice cesse d'enquêter sur l'ancien président Bolsonaro).

Des effets contradictoires sur les sociétés des pays développés

Construite par des décisions institutionnelles et des stratégies d'entreprises, la mondialisation est aussi configurée par les choix et les réactions des sociétés.

À rebours de la promesse libérale d'un ruissellement des richesses (les gains des plus riches profitant à tous), les pays développés voient depuis une trentaine d'années une accumulation de la richesse au sommet de leur société, au détriment des classes les plus modestes. De ce point de vue, la période contemporaine se distingue d'une tendance historique lourde à la baisse des écarts de richesse. Le creusement des inégalités internes s'oppose aussi à la réduction des écarts entre les pays ; l'essor des émergents a permis, sur le premier quart du siècle, à la moitié la plus pauvre du monde de voir sa part des revenus remonter de 7 % à 10 % du total. À l'inverse les pays riches voient les mieux dotés capter une part toujours croissante de la richesse. Aux États-Unis la part du revenu total avant impôt détenue par le 1 % des plus riches est ainsi passée de 8 % à 20 % en trois décennies. L'Europe demeure la seule zone où les classes moyennes touchent une part des revenus plus élevée que celle des 10 % les plus riches (à savoir 45 % contre 36 %). Aux États-Unis, la proportion est de 41 % contre 46 %.

> *Depuis la crise de 2008, cette question des inégalités générées par la mondialisation s'est imposée dans les débats publics*

L'explication principale, popularisée par les travaux de Thomas Piketty [13], réside dans les revenus croissants du capital, globalisé, par rapport à ceux du travail, contenus par la concurrence internationale mais aussi par la grande modération de l'inflation durant trente ans (une évolution toutefois remise en cause depuis 2023). En 2022, les entreprises du monde entier ont reversé 1 390 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires, une hausse de 50 % sur dix ans, tandis qu'elles rachetaient leurs propres actions pour quasiment la même somme (1 310 milliards de dollars, une multiplication par trois en une décennie) : les salariés profitent moins des gains de la croissance que les actionnaires. Si le rôle de l'impôt reste important pour redistribuer cette richesse, notamment en Europe, les États-Unis sont à la tête d'un mouvement de réduction de la taxation des plus riches (réforme fiscale de 2017), au risque de fragiliser la capacité de l'État providence à homogénéiser la société.

Depuis la crise de 2008, cette question des inégalités générées par la mondialisation s'est imposée dans les débats publics. En 2011 aux États-Unis, le mouvement Occupy Wall Street dénonçait l'opposition de revenus entre le 1 % des mieux dotés et les 99 % restants, une logique qui traversait alors d'autres pays riches sous la bannière des Indignés. Fin 2018, et toute l'année 2019, la France a été marquée par les contestations des Gilets Jaunes. Leurs



New York, 26 septembre 2011. Un homme tient une pancarte sur laquelle est écrit «Nous sommes les 99 %» lors de la manifestation Occupy Wall Street, mouvement de contestation pacifique dénonçant les abus du capitalisme financier.

© Paul Stein/CC BY-SA 2.0

Zoom

Peut-on parler de gagnants et de perdants de la mondialisation ?

Depuis les années 1990 les géographes ont défini des territoires gagnants de la globalisation, comme les littoraux asiatiques ou les pôles technologiques, les quartiers centraux des métropoles ou les principaux nœuds de communication. Des territoires périphériques s'y opposeraient, mal pris en compte par le maillage des interconnexions globalisées. Les choix politiques ont exploité les potentialités offertes par la mondialisation économique, en cherchant à attirer les activités productives par les allègements fiscaux et réglementaires des zones franches, les capitaux par le laxisme des paradis fiscaux ou les touristes par les équipements adéquats.

L'opposition entre gagnants et perdants se lit aussi en termes d'amélioration sociale. La mondialisation a permis à plus de 1,1 milliard de personnes de sortir de l'extrême pauvreté de 1990 à 2020, soit une baisse moyenne d'environ 1% par an. Les personnes vivant dans cette pauvreté absolue (moins de 2,15 $ par jour selon la Banque mondiale) représentaient entre 9% et 10% (692 millions) de la population totale en 2024, contre 36% en 1990. Une performance sans égale à aucune autre époque essentiellement imputable au développement de la Chine (800 millions y ont quitté ce stade en 30 ans), progrès bien moins nets en revanche en Inde (encore plus de 170 millions de pauvres). L'extension des échanges internationaux, la mobilité du capital et des travailleurs tout comme la diffusion des technologies et de leur production ont incontestablement accéléré le développement des pays à très bas revenus (PIB par habitant inférieur à 1135 $). Ils étaient 51 en 1987, 22 en 2024; un peu plus de la moitié est donc devenue des pays à revenu intermédiaire. Les indicateurs sociaux (espérance de vie, accès à une alimentation saine, scolarisation) ont globalement progressé, jusqu'à la pandémie de 2020, dont les effets différés dans le temps sont encore loin d'être amortis. À cette aune, la globalisation a été largement bénéfique, et les choix politiques de sa suspension sont lourds de conséquences. Le démantèlement de l'USAID, l'Agence des États-Unis pour le développement international, expose par exemple 45 millions de personnes au risque de tomber dans la sous-alimentation.

Nicolas Balaresque

revendications, contradictoires, convergeaient dans un sentiment de relégation sociale et territoriale face à des logiques mondialisées uniquement favorables à des élites privilégiées. Cette même année, des mouvements massifs de protestations contre les inégalités éclataient dans des pays aussi différents que le Chili, le Liban, l'Algérie, l'Iran ou le Soudan, avant que la pandémie ne les suspende.

Politiquement, ces frustrations ne cessent d'alimenter un vote contestataire qui n'a plus rien de marginal. En 2016, une majorité de Britanniques décidait de quitter l'Union européenne afin de rétablir une souveraineté qu'ils estimaient menacée par les contraintes du multilatéralisme. La même année, ses promesses de restauration de la puissance économique américaine offraient à Donald Trump le suffrage des ouvriers des *swing states* industriels. En Europe, l'adhésion à la construction communautaire, perçue comme une dilution des identités nationales, recule

à proportion de l'adhésion aux partis nationalistes. Invariants de leurs programmes, les plans de relocalisation manufacturière et le rejet de l'immigration illustrent une suspicion croissante envers les logiques mondialisées.

En guise de conclusion, nous dirons que la notion de démondialisation (Walden. Bello) repose sur une vision trop étroitement économiste. Si les liens commerciaux marchands peuvent se distendre, on ne peut pas plus désinventer le numérique que nier l'interconnexion des sociétés. Des logiques universelles ne cessent cessant de travailler le système-monde, comme les questions environnementales ou les dynamiques migratoires, il serait illusoire d'imaginer pouvoir les désamorcer par des décisions politiques. La mondialisation a trop profondément transformé les sociétés et les visions du monde pour imaginer un retour en arrière. Certaines de ses dimensions, tel le libre-échange, peuvent reculer, mais d'autres se déploient dans des directions renouvelées, comme l'exploitation des données numériques. ●

Notes

[1] Le baron Pierre de Coubertin utilise le terme dès 1904, mais il ne prend pas. Le critique littéraire Albert Thibaudet l'emploie ensuite en 1928 ; Paul Fabra longtemps après, en 1964 dans un article du *Monde* ; à la suite, l'économiste François Perroux en 1961.

[2] Nayan Chanda, *Au commencement était la mondialisation*, CNRS Éditions, Paris, 2010, p. 308.

[3] Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Gallimard, Paris, 1983 (1944).

[4] La fin de la convertibilité du dollar en or est annoncé par Richard Nixon le 15 août 1971.

[5] Immanuel Wallerstein, *Le capitalisme a-t-il un avenir ?* La Découverte, Paris, 2014, p. 51.

[6] Alessandro Stanziani, *Les Entrelacements du monde. Histoire globale, pensée globale*, CNRS Éditions, Paris, 2025, p. 170.

[7] Edward Luttwak, « From geoplitics to geo-economics », *The National Interest*, Center for the National Interest, Washington, 1990.

[8] Chiffres de la Banque mondiale et de l'ONU commerce et développement (ex-CNUCED)

[9] Jagdish Bhagwati, *US Trade Policy: the Infatuation with Free Trade Agreements*, Columbia University Press, New York, 1995.

[10] En finance, un produit dérivé est un instrument financier dont la valeur dépend du prix d'un autre actif, appelé sous-jacent.

[11] ONU commerce et développement.

[12] Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1992.

[13] Thomas Piketty, *Le Capital au xxi^e siècle*, Seuil, Paris, 2013.